

importance pour qu'elles pussent éprouver la moindre hésitation à y consentir.

Il resterait donc seulement l'Angleterre qui, selon son habitude, lutterait par tous les moyens, loyaux ou non, contre un pacte défavorable à ses intérêts. Mais la partie opposée serait trop forte et trop puissante pour que le léopard osât jouer des griffes. Les négociations hypocrites ou les concessions désespérées seraient inutiles ; car, dans aucun cas, ces concessions ne pourraient être plus avantageuses que celles consenties par la France. L'alliance de la France serait d'ailleurs préférée, sans doute, car elle serait plus désintéressée, plus loyale, et son opposition pourrait être plus efficace et plus à craindre.

L'Angleterre, en effet, accablée sous le poids d'une dette énorme, menacée d'une banqueroute, obligée plusieurs fois déjà de donner un cours forcé à son papier-monnaie, l'Angleterre menacée à l'intérieur par l'Irlande indignement opprimée, par la masse de la nation qui réclame contre d'injustes privilèges et contre des monopoles déplorables, menacée à l'extérieur dans sa prospérité commerciale par le développement et les progrès industriels des nations rivales, dans ses possessions d'outre-mer par le mécontentement de ses vassaux et par la jalousie de ses voisins, l'Angleterre est comme un vieillard énérvé qui voudrait en vain renouveler les prouesses de son jeune âge. La force des choses paralyse des efforts que ne seconde plus une organisation vigoureuse. L'atonie a remplacé la force. La main dont les coups étaient redoutables peut se lever à peine pour faire une menace qu'elle serait impuissante à réaliser.

Toutes les probabilités se réunissent donc pour donner lieu de penser qu'un traité conclu entre la France et la Russie sur les bases indiquées aurait un succès assuré. Cependant s'il en devait être autrement, si, par quelque complication imprévue, la France se trouvait forcée de s'opposer seule à un arrangement nuisible à ses intérêts, devrait-elle engager la lutte et